

TIZI-OUZOU

Après la fête, la prise de bec autour du butin

La mobilisation de citoyens à coups de milliards, à Tizi-Ouzou, a laissé place aux réclamations bruyantes de ceux qui ont été engagés, par les responsables des différentes permanences ouvertes, du désormais président «élu avec 90,24% des suffrages exprimés», durant les 21 jours de la campagne électorale.

Dès le lendemain du scrutin, des jeunes, mécontents, demandaient aux responsables des permanences le règlement des sommes promises pouvant aller au-delà de 20 000 DA pour de menus travaux et plus de 400 000 DA pour la permanence avec les portraits géants du pressenti à la Présidence. Cela débordait même sur la voie publique où les dupés et les arnaqués poursuivaient leurs partenaires d'une campagne, feignant d'être trop pris par leurs tâches, demandant ce qu'on leur avait promis pour susciter leur

adhésion durant 21 jours de campagne. L'un des derniers actes du genre a eu lieu hier, au niveau de la direction de la Maison de la culture où une fille et un groupe de femmes se seraient crêpées le chignon, n'était l'intervention des agents de sécurité de l'institution. Elles se disputaient et vociféraient, ameutant les visiteurs de l'exposition de dessins et tableaux de peinture réalisés par les ateliers de la Maison de la culture.

La jeune fille à laquelle on avait

promis 15 000 DA, selon ses propos, pour 21 jours de permanence, s'est vu proposer 5 000 DA seulement, ce qui a eu pour effet de la faire sortir de ses gonds. Cela s'est passé en l'absence d'El-Hadi Ould Ali dont la présence était réclamée par les deux parties et surtout par un jeune parent de l'une des parties en conflit qui promettait de tirer l'affaire au clair avec le directeur de campagne.

B. T.

TRIBUNAL DE LARBAÂ-NATH-IRATHEN

6 ans de prison requis contre l'ex-maire RND d'Iiltène

L'ex-maire (2005-2007) d'obédience RND de la commune d'Iiltène, dans la daïra d'Iferhounène, encourt la peine de six ans ferme requise contre lui par le procureur de la République près le tribunal correctionnel de Larbaâ-Nath-Irathen, lors de son audience de dimanche dernier. L'ex-P/APC, qui a été porté à la tête de la municipalité lors des élections

partielles de 2005, est poursuivi pour falsification de documents publics suite à un dépôt de plainte de ses co-élus, au nombre de sept, au sein de la même APC. Ces derniers ont reproché au maire d'avoir falsifié quatre délibérations de l'assemblée portant, notamment, sur l'octroi de l'aide sociale, le transfert de l'allocation d'un programme vers un autre et sur la passation d'un marché de gré à

gré. L'ex-maire est aussi poursuivi pour une affaire liée à la gestion de l'aide (denrées alimentaires) allouée par le Croissant-Rouge à des démunis de la commune. Le procureur de la République a requis la peine de six ans de prison ferme assortie du paiement d'une amende de cent millions de centimes. L'affaire est mise en délibéré.

S. A. M.

MILA

Chelghoum Laïd, une commune qui veut émerger

Les membres siégeant au sein de l'Assemblée populaire communale de Chelghoum Laïd, issus de cinq formations politiques, à savoir FLN, RND, MSP, El-Islah et FNA, étaient unanimes pour affirmer que leur commune connaît un nouveau souffle.

C'est depuis le dernier mouvement effectué dans le corps des chefs de daïra qu'«une vraie délivrance !» est constatée, estiment-ils sans la moindre hésitation. «Ce n'est qu'après l'installation du nouveau chef de daïra que la commune de Chelghoum Laïd a repris le train du développement, et c'est là une réalité bien palpable, car non seulement toutes les délibérations qui étaient dans les tiroirs ont été approuvées, mais désormais elles sont signées dans la semaine qui suit», poursuivent-ils, avant de s'étaler, chiffres à l'appui, sur tous

les programmes qui touchent au développement local de la plus importante commune de la wilaya. En effet, Chelghoum Laïd avec son statut de première commune de la wilaya a connu des années de disette et de doute, dues principalement à des tiraillements APC/tutelle et même entre membres représentant les différentes formations politiques siégeant au sein de ladite assemblée. Occupant une position géographique stratégique sur le plus important axe routier de l'Est algérien, la RN5, et à équidistance entre El-Eulma, Constantine et Mila, l'ex-

Chateaudun du Rhumel est une vraie plaque tournante dans le négoce des fruits et légumes, avec un marché de gros d'envergure plutôt nationale qui est en train d'être réhabilité pour en faire un véritable pôle, avec une enveloppe de l'ordre de 10 milliards et un délai de réalisation de 8 mois.

Chelghoum Laïd a atteint effectivement depuis quelque temps son rythme de croisière dans sa dynamique de développement ; des travaux tous azimuts lancés un peu partout et dans tous les secteurs, avec pour objectif bien que non déclaré : en faire un pôle urbain aussi important que les villes voisines des Hauts-Plateaux, en l'occurrence El-Eulma, Sétif et Bordj-Bou-Arréridj et elle en a tous les atouts et toutes les potentialités.

A. M'haimoud

SÉTIF

460 cas de traumatismes psychiques enregistrés en 2008

Pas moins de 460 cas de traumatismes psychiques, ou psycho-traumatiques, ont été enregistrés en 2008 dans la wilaya de Sétif, a révélé lundi le chef de service des maladies mentales à la direction de la santé qui estime ce nombre «important».

Le Dr Mourad Sana a souligné, dans une communication présentée à l'université Ferhat-Abbas, dans le cadre du premier séminaire sur «Le psycho-traumatique, la stratégie de prise en charge et la prévention», que 60% de ces cas concernent des femmes, alors que «plus de 300 cas concernent des enfants ne dépassant pas l'âge de 10 ans». La plupart des psycho-traumatiques signalés concernent des agressions sexuelles, la violence familiale, en particulier entre les conjoints, les accidents de la circulation ou la violence en milieu scolaire, a ajouté le même intervenant. De son côté, le président de l'université Ferhat-Abbas de Sétif, M. Chekib Arslane Baki, a souligné au cours de la cérémonie d'ouverture de cette rencontre qui a regroupé des chercheurs d'Algérie et d'Egypte, que le psycho-traumatique constitue aujourd'hui un sujet d'étude à travers le monde où l'on cherche à trouver de

meilleures solutions pour les soins et la prise en charge. Selon M. Miloud Sefari, doyen de la faculté des lettres et des sciences sociales qui a organisé cette rencontre, «le psycho-traumatique constitue une expérience de la violence dont les séquelles physiques et psychologiques sont difficiles à résorber, autant sur le plan individuel que social». Il a ajouté que dans la plupart des cas, «le sujet est exposé à l'hystérie et à des troubles de la conscience, comme on a pu le constater à l'occasion de nombreux drames individuels et collectifs, vécus durant les années 1990, marquées par le terrorisme».

Il a ajouté que «les difficultés de prise en charge et de soins se compliquent d'autant plus que la violence est intense». Selon cet universitaire, «la prise en charge du psycho-trauma exige une stratégie d'intervention qui vise avant tout la réinsertion psychologique du sujet dans son environnement». Au cours de leurs interventions, MM. Mustapha Abdessami, Mohamed Morsi et Issam Tewfik du Centre national égyptien des études de l'éducation et du développement ont mis en exergue «une forme particulière de psycho-trauma engendrée par

l'oppression pouvant être exercée insidieusement de façon continue», et dont les séquelles, selon eux, «ne peuvent être résorbées que tardivement». Les mêmes intervenants ont souligné que «dans les systèmes éducatifs qui conçoivent l'enseignement comme un moyen d'inculquer des connaissances, beaucoup plus qu'un moyen de développer les capacités de réflexion, l'éducateur est susceptible de recourir à des méthodes qu'on peut qualifier d'oppressives dans la mesure où elles ont tendance à faire fi de la personnalité de l'élève».

Le programme de cette rencontre de deux jours prévoyait d'autres interventions, notamment «le psycho-trauma des enfants victimes des actes terroristes perpétrés à Bentalha» qui sera présentée par Mohamed Zerdoumi et Lamia Aït Arab, de l'université d'Alger, ainsi que «les stratégies de prise en charge et de prévention du psycho-trauma en Algérie» du Dr Nourredine Tourit de l'université de Biskra.

En outre, le Dr Mohamed Hassan el Habchi (Egypte) interviendra sur «les chocs subis par des élèves agressés ou humiliés en milieu scolaire».

APS

ANNABA

Scène de pugilat au siège de l'APC

Lundi dernier vers 16h, le siège de l'Assemblée populaire communale de Annaba était en ébullition.

Un élu vice-président, le chef du personnel et le secrétaire général de la commune s'adonnaient publiquement à un pugilat. Devant une quarantaine de jeunes concernés par une décision de fin de contrat de travail dans le cadre de l'emploi de jeunes, cet élu et les cadres de la commune, avant d'en arriver presque aux mains, s'étaient mutuellement accusés d'avoir été à l'origine de la cessation de travail de ces jeunes. Beaucoup plus écoeurés que déçus, ces derniers assistaient éberlués au triste spectacle qui se déroulait sous leurs yeux. L'information sur cet scène de pugilat et d'échange de propos grossiers a aussitôt fait le tour de la ville. Les commentaires n'ont pas tardé à suivre sur la gestion de la quatrième ville d'Algérie. Ils portent également sur les récents scandales liés à des affaires de corruption et de compromission dénoncés par d'autres élus. «Cette scène indécente confirme qu'au lieu de s'occuper sérieusement de la commune, certains de nos élus s'occupent à régler des comptes entre eux au détriment des intérêts de la population. En tant que citoyen, je réprouve de tels comportements et en appelle au wali pour y mettre un terme», a déclaré un citoyen ayant assisté à la scène.

A. D.

BATNA

Le «traitement médiatique des informations liées aux crimes» en débat

Les méthodes de traitement par les médias des informations liées aux crimes et leur impact sur l'individu et la société ont constitué lundi le thème d'une journée d'étude organisée à la faculté de droit de l'université Hadj Lakhdar de Batna.

Initiée par le département des sciences de l'information et de la communication, la rencontre a réuni des spécialistes en communication et en sociologie, en présence d'un parterre d'étudiants. Les intervenants ont relevé «l'exagération dans le récit des détails» avec laquelle certains journaux traitent des faits criminels.

Le Pr Zegada, du département des sciences politiques de l'université de Batna, a signalé que le souci professionnel «cède souvent devant la préoccupation commerciale dans le traitement des informations rendant compte de crimes». Les intervenants ont insisté sur «l'impact négatif» des récits de crimes, notamment ceux d'une grande violence ou liés aux viols sur les adolescents, surtout ceux vivant dans des conditions sociales difficiles, et sur la nécessaire présentation de l'information d'une «manière dissuasive».

Des documentaires commentés sur les techniques de traitement médiatique des informations liées à la criminalité ont été présentés à l'occasion de cette rencontre qui vise aussi à «familiariser les étudiants de la filière avec la dimension réelle de leur formation» et «les mettre en contact avec des expériences effectives par l'analyse de la presse écrite nationale», a affirmé le chargé de la post-graduation au département des sciences de l'information et de la communication.

APS